

LE POINT du 14/12/2022

Le grand déballage explosif de l'ancien patron d'EDF face aux députés

Par [Géraldine Woessner](#) **Le Point**

« Poison », politique « au doigt mouillé »... Devant la commission d'enquête sur la perte d'indépendance énergétique du pays, Henri Proglio se lâche.

Il a dirigé l'entreprise de 2009 à 2014, à cet instant critique où la politique d'ouverture à la concurrence du marché de l'électricité, décidée par Bruxelles à la fin des années 1990, est pleinement entrée en application. [Écarté de son poste par François Hollande](#) au profit de [Jean-Bernard Levy](#), alors jugé plus en phase avec les projets de décroissance nucléaire du gouvernement, [Henri Proglio](#) a lâché la bride devant les députés ce 13 décembre, accusant ouvertement Bruxelles et « les gouvernements successifs » d'avoir délibérément saccagé, depuis 2010, le système électrique français.

Lorsqu'il prend la tête de l'entreprise publique « au début du XXI^e siècle », raconte-t-il, « [EDF](#) est exportateur d'énergie, a les prix les moins chers d'[Europe](#) (deux fois et demie moins chers que l'Allemagne) et un contrat de service public qui fait référence dans le monde, et donne à la France un atout formidable en matière d'émissions de gaz à effet de serre. Il n'y avait plus qu'à tout détruire : c'est chose faite ! »

L'« obsession allemande » : détruire EDF

Le ton est calme, accablé par le constat, mais les mots sont grinçants, et pendant près de deux heures, les balles sifflent. Contre l'Europe, d'abord, accusée d'avoir délibérément ruiné, sous la pression de l'Allemagne, le potentiel français. « L'Allemagne a choisi l'industrie comme axe majeur de son économie, puis a tenté l'*energiewende* [la transition énergétique allemande, axée sur la sortie du nucléaire et le développement des renouvelables, NDLR]. Cela s'est terminé [par un désastre absolu](#), les énergéticiens allemands étaient ruinés, totalement vulnérables », détaille l'ancien patron d'EDF. « Comment voulez-vous que ce pays accepte que la France dispose d'un outil compétitif aussi puissant qu'EDF à sa porte ? L'obsession allemande depuis trente ans, c'est la désintégration d'EDF. Ils ont réussi. »

Avec la complicité de l'Europe, accuse-t-il, qui « a pris comme axe idéologique unique la concurrence »... Et celle des gouvernements français. Proglio cible les responsables politiques en rafale. [La loi Nome](#), votée en 2010, qui imposait à EDF de subventionner ses concurrents en leur vendant à prix cassé un quart de son électricité ? « Une mesure inique, destinée à casser EDF et prise sous la pression bruxello-allemande », dénonce-t-il. « Ça a très bien fonctionné, les concurrents d'EDF sont devenus riches. » Pas les Français : pour compenser les pertes, EDF a augmenté ses tarifs, révèle-t-il. Des propos qui font écho à ceux de son prédécesseur à la tête d'EDF (de 2004 à 2009) Pierre Gadonneix, auditionné une semaine plus tôt par la même commission, qui avait dénoncé « une monstruosité », en grande partie responsable de la lente dégradation d'un parc nucléaire français [privé d'investissements](#), et de toute perspective.

Jean-Marc Ayrault dépeint en « Ubu roi »

À la tribune, les membres de la commission, qui ont entamé leurs travaux fin octobre, se lancent des regards en biais. « Ça tranche avec l'audition précédente », commente l'un d'eux, par SMS. Plus tôt dans la journée, les députés avaient en effet entendu Laurent Michel, directeur général de l'énergie et du climat au ministère de la Transition écologique, qui a répondu aux questions dans une solide langue de bois administrative. « Dix ans en poste : il n'a rien vu, rien anticipé, a enterré tous les rapports », tacle un député. Proglio, lui, se lâche..., raconte avoir assisté « à la recherche pathétique d'[un accord électoral avec un parti antinucléaire](#) » (EELV) qui a conduit, pendant la campagne de 2012, « à la fermeture annoncée de 28 réacteurs ». Seule la centrale de Fessenheim sera fermée. Il raconte comment « une théorie absurde » lui a été « imposée à l'époque par les pouvoirs publics : la théorie de la décroissance électrique. Il était de bon ton d'accepter l'idée de considérer que la consommation d'électricité allait diminuer en France », s'étonne-t-il, quand tous les indicateurs montraient précisément l'inverse. « N'importe quel artisan boulanger aurait eu plus de bon sens », attaque-t-il.

À la place, Henri Proglio a eu Jean-Marc Ayrault, ancien maire de Nantes et Premier ministre sous la présidence de [François Hollande](#), qui s'était proclamé « chef de file de la filière nucléaire française. Il organisait des réunions à Matignon pour distribuer les rôles, comme Ubu roi ! » Le détail de ces rencontres, organisées dans le huis clos du pouvoir, est confondant. « Il y avait onze ministres, onze directeurs de cabinet, vingt patrons de l'administration et les patrons d'Engie, d'Alstom, d'Areva et moi. Et le Premier ministre répartissait le développement du nouveau nucléaire à l'international ! Un jour, le roi de Jordanie est venu à Paris, il voulait qu'on lui livre un réacteur de 900 mégawatts. Le Premier ministre dit : la Jordanie, c'est qui ? Moi je dis : c'est Gérard [Mestrallet, président d'Engie, NDLR]. »

À Jean-Marc Ayrault qui s'étonne de ce « cadeau » consenti par EDF, Proglío fait remarquer, pince-sans-rire : « En Jordanie, il n'y a pas d'eau pour refroidir et pas d'argent pour payer, alors je préfère que ce soit Gérard. »

L'ignorance des données scientifiques et des enjeux industriels par la classe politique sourd de chaque intervention. « D'où vient l'objectif de réduire la part de nucléaire à 50 % du mix électrique ? » demande le président (LR) de la commission, [Raphaël Schellenberger](#). « Pourquoi ce chiffre ? » Réponse de Proglío, lapidaire : « C'est complètement au doigt mouillé. Totalement ! Personne n'a jamais estimé autrement que comme ça. On n'a d'ailleurs jamais su d'où viendraient les autres 50 %. » Des énergies renouvelables, peut-être ? « Les Allemands ont investi plus de 500 milliards dans les énergies renouvelables, on en voit l'efficacité. » Quand Henri Proglío révèle le teneur d'une conversation qu'il aura, au cours de son mandat, avec la chancelière allemande Angela Merkel, certains députés regardent leurs chaussures. « Elle m'a dit qu'elle croyait totalement au nucléaire. Mais elle devait bâtir un accord de coalition avec les Verts conservateurs. Elle me l'a dit : elle a lâché le nucléaire pour des raisons politiques ! » Et de conclure par ces propos amers, dans un silence presque gêné : « L'Allemagne est consciente de ses propres enjeux et de ses propres intérêts. » Contre « le sacrifice d'EDF », la France, elle, « n'a rien négocié ».

Article ci-dessous en complément à l'appel des CSEC EDT et ENEDIS -

> <https://x7p2r.mjt.lu/nl3/sysCtwoeohQ1lynjbizvFQ?m=AW0AAAm7lPkAAAAIwI4AAA G9LPMAAAAAPRoAADWIABcvSwBjtSfPTWciONfIRwizyx1-vclDqQAU-c&b=61d72677&e=abb975ab&x=On1cKrKSGhU73BdsvT4O7767DN5D3pHpUvLAT G5khPc>

CTR Chimie Energie Alsace CFDT

PourUneÉnergiePublique



Pour une énergie publique : la mobilisation continue en 2023 !

Les CSEC d'EDF et d'Enedis vous souhaitent **une excellente année 2023, combative et déterminée pour retrouver une énergie publique et des prix maîtrisés !**

Des nouvelles de la campagne

Dans un contexte de tensions dans l'entrée dans l'hiver, de la reprise par l'état de 100% du capital de l'entreprise qui s'enlise, de **craintes fortes d'un retour du projet de démantèlement du groupe, les CSEC EDF et ENEDIS alertent !**

Mobilisés depuis 2020 contre le projet Hercule / Grand EDF, ils poursuivent leur action pour **le retour à une entreprise intégrée et 100% publique, garante de prix maîtrisés et accessibles, condition sine qua non de l'indépendance énergétique de la France.**

Vous êtes plus de 210 000 signataires à soutenir un retour à une énergie 100% publique.

 **Merci !**

La pétition est toujours en ligne 😊

Faites la connaître autour de vous !

En diffusant le lien suivant : <https://energie-publique.fr>

👉 [En partageant la pétition sur Facebook](#)

👉 [En partageant la pétition sur Twitter](#)

📣 300 élus locaux mobilisés aux côtés des CSEC !

Les représentants des salariés d'EDF et Enedis, aux côtés de près de 300 élus locaux, unissent leurs forces dans une tribune pour porter l'exigence d'un retour à un véritable service public de l'énergie.

La tribune est à retrouver dans [Le Monde du 02/01/2023](#) et sur [le site du CNE](#) :

Le Monde

ACTUALITÉS ▾

ÉCONOMIE ▾

VIDÉOS ▾

DÉBATS ▾

CULTURE ▾

LE GOÛT DU MONDE ▾

SERVICES ▾

DÉBATS • ÉCONOMIE

TRIBUNE

Collectif

« L'énergie est un bien commun et doit le rester »

Face aux enjeux de coupures d'électricité, de sécurité d'approvisionnement, de maîtrise tarifaire et de stratégie industrielle, une seule réponse est possible : le déploiement d'un véritable service public de l'énergie estime, dans une tribune au « Monde », des représentants des salariés d'Enedis et d'EDF ainsi que des élus locaux.

Publié aujourd'hui à 12h00, mis à jour à 12h00 | 🕒 Lecture 3 min.

 Vous êtes élu local et vous souhaitez soutenir cette tribune ?

C'est possible,  [Signez ici](#)

La campagne se poursuit au Parlement !

Les CSEC EDF et Enedis saluent les différentes initiatives parlementaires menés à l'Assemblée Nationale et au Sénat par les différents groupes parlementaires soucieux de **préserver l'intégrité du groupe EDF, de retrouver un véritable service public dans le cadre d'un outil industriel, doté de moyens pilotables, garant de la souveraineté énergétique nationale.**

Les représentants des salariés **interpellent les représentants de la nation autour de 5 grandes revendications :**

- **Suspendre l'ARENH** au titre des "circonstances exceptionnelles", prévue par le Code de l'énergie. Ce qui entraînerait un abaissement considérable des effets de marchés sur les factures.
- **Adapter le TRVE** aux réalités du mix de production français. Les spécificités du système français doivent fonder la révision de la formule de calcul en intégrant la production de base, nucléaire et hydraulique. Dans ce cadre, la production de base peut constituer 75 % du TRVE alors qu'actuellement, les prix de marché en déterminent plus de la moitié.
- **Réinstaurer le Tarif réglementé pour les collectivités territoriales** et indexer la Dotation Globale de Fonctionnement à la réalité de la hausse des prix.
- **Instaurer une TVA à 5,5%** pour ce produit de première nécessité.
- **Le vote d'une proposition de loi cadre sur l'énergie**, fixant une vision de long terme, la nationalisation, les missions et les moyens alloués à EDF.

**👤 Élus, experts, territoires :
Tous réunis au Conseil National de l'Énergie !**

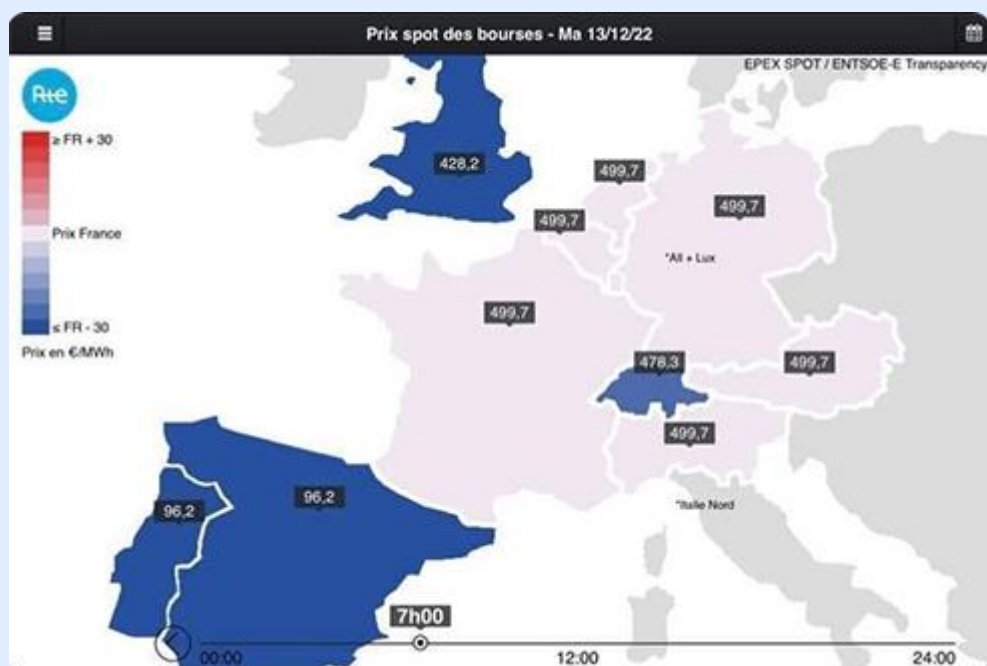


Le Conseil National de l'Énergie se réunit à Nantes le 24 janvier prochain. Après une première édition réussie à Paris le 17 mai 2022 à la Bellevilloise, **experts, élus locaux, parlementaires, associations, bailleurs sociaux, enseignants / chercheurs, se retrouvent à Nantes pour se rencontrer et partager nos visions quant au futur de l'énergie en France et dans la région Pays-de-La-Loire**, avec une idée forte, celle de porter la nécessité d'un retour à des prix maîtrisés et pour une politique énergétique bénéficiant à toutes et tous.

Retrouvez toutes les informations concernant le CNE de Nantes et inscrivez-vous pour y participer sur [le site du CNE.](#)

👉 Sur les réseaux

Pendant ce temps, en Espagne et au Portugal, le MWh est cinq fois moins cher qu'en France. Pourquoi ?



L'énergie est un bien commun

La campagne Pour une énergie publique réunit les représentants de salariés d'EDF et Enedis, les CSE et CSEC, des élus locaux et nationaux ainsi que des personnalités publiques, tous mobilisés pour la défense du service public de l'énergie.



Communication envoyée par le [CSEC d'EDF](#) .

Cet email a été envoyé à michel.klein@free.fr .

CSEC EDF SA 4 rue Floréal 75017 Paris